

Pourquoi nous avons tous désespérément besoin que les musulmans modérés se fassent entendre fortement (pour eux comme pour les autres Français)



Le silence des musulmans dits modérés devrait nous réjouir, car c'est un signe d'intégration dans la communauté nationale. Mais avec les attentats des dernières années, force est de constater que l'Islam souffre d'un manque de représentants.

Avec Ghaleb Bencheikh

Avec Guylain Chevrier

Avec Malik Bezouh

Atlantico : La multiplication des attentats meurtriers en France et le contexte international rend la situation des musulmans modérés français compliquée. Si la société française demande de plus en plus que des figures modérées sortent du rang aujourd'hui, il semble que le problème soit que les musulmans n'arrivent pas à faire émerger ces représentants légitimes. Pourquoi l'émergence de personnalités comme Malek Boutih ou Rania de Jordanie est essentielle pour la communauté musulmane française aujourd'hui ?

Ghaleb Bencheikh : S'il ne faut pas pinailler devant la multiplication de ces attentats meurtriers et abjects qui se font au nom de l'Islam, et il ne faut pas éluder la question, je n'aime pas beaucoup l'épithète modéré. Pour moi, il n'a pas de sens. Cela corrobore l'idée que la règle générale est à l'extrémisme et au radicalisme et par extraordinaire, on trouve quelques modérés, et on les désigne. C'est des cas extraordinaires se trouvent être modérés, et on les désigne. C'est implicitement et psychologiquement grave que de continuer à pérorer que de qualifier des musulmans de modérés quand il y en a certains qui s'expriment dans le sens de la citoyenneté, de l'humanisme, de l'engagement, de l'amour et de la miséricorde.

Maintenant, il faut reconnaître qu'il y a un problème intrinsèque aux musulmans sunnites en général, parce que son clergé est d'ordre académique et non sacerdotal.

Dans leur histoire et toujours aujourd'hui, les musulmans n'arrivent pas à avoir une autorité centrale, un souverain pontif, une structure cléricale ou une représentation unique. Et c'est pour cela que l'on ne les entendra pas. J'ai deux exemples malheureux. Après l'attentat odieux de Nice, on a appris que trente victimes étaient musulmanes. On ne l'a su que par les toilettes mortuaires. C'est un tiers des victimes. A en croire Al-Jazeera, sur les neuf victimes de Munich, huit sont musulmanes. Cela signifie que dans le diffus de la vie de tous les jours, être musulman ou pas n'est pas la question. On est frappé, qui que nous soyons, par le terrorisme abject et aveugle qui prend ses racines dans une lecture dépassée, étriquée, antihumaniste de la tradition islamique.

Je ne suis pas certain que Malek Boutih puisse être la figure de proue des musulmans dits modérés en France, même si j'ai beaucoup de respect pour tel ou tel député qui s'exprime sur ce sujet. Cela montre en même temps que ces musulmans ne se déterminent pas

en mettant d'abord en avant leur confession réelle, supposée, de pratique ou non, mais avant tout, et j'en fais partie, comme des citoyens. Nous sommes d'abord des citoyens français. Et après seulement nous nous déterminons par notre foi, nos métiers, nos passions, nos idées politiques, etc.

La difficulté est donc inhérente au sunnisme, au fait que nous n'arrivons pas à trouver de hiérarques sérieux, compétents, communicatifs ou communicants. Ils existent peut-être, mais on ne les a pas assez ou pas du tout entendus ces dernières années. Il y a donc une désaffection entre la frange islamique de la nation et ces fameux hiérarques responsables. On ne les attend pas surtout parce qu'ils n'existent pas dans l'espace public du fait de leur façon de se définir.

Malik Bezouh : Les citoyens français de culture ou de confession musulmane sont, dans leur grande majorité, des individus aspirant à vivre leur foi, leur doute, ou leur athéisme de façon discrète. Cela dit, et au vu du contexte pour le moins anxiogène, il importe, me semble-t-il, de montrer que l'islam de France est tout sauf un bloc homogène. En effet, celui-ci est traversé par de multiples courants et sensibilités. Aussi, appartient-il aux différents médias de faire massivement état de cette hétérogénéité en mettant en avant des personnalités représentatives de cette diversité au sein de l'islam de France. Ainsi, Malek Boutih incarnerait plutôt un courant agnostique voire athée et la princesse de Jordanie, le courant conciliant libéralisme et tradition ; pour ma part, j'appartiens à cette Gauche Musulmane humaniste, celle d'Averroès et du regretté théologien soudanais Mahmud-Mohamed Taha professant, jusqu'à sa condamnation à mort, en 1985, une "théologie islamique de la libération". Bien évidemment, ce libéralisme musulman côtoie un islam plus orthodoxe, plus classique. Bref, il convient de briser ce mythe d'un islam oummatisé, belliqueux, sur le point de créer un "État confédéré", au sens maurassien du terme, à l'intérieur de notre nation.

Guylain Chevrier : Mais si ces figures légitimes ont du mal à se faire jour, c'est entre autres, en raison des contradictions sous-jacentes aux rapports qu'entretient l'islam avec la modernité démocratique.

Si selon Rania de Jordanie, "la foi n'est pas opposée à la démocratie", que "la modernité signifie le progrès", elle a condamné les caricatures du prophète dans un esprit qui est celui du délit de blasphème, montrant là une des contradictions qui traversent les pouvoirs politiques arabes et comment les choses avancent à petit pas. La démocratie ne se découpe pas en rondelles, selon les cultures ou les religions, c'est un leurre. Il y a liberté ou il n'y a pas liberté, et l'islam qui historiquement dans les pays arabes a longtemps tout décidé, résiste jusque dans les mentalités en France à ce que l'on franchisse ce pas. Faudrait-il encore que les États arabes séparent la religion de l'État, qui est une étape décisive dans la constitution de l'État de droit, c'est-à-dire d'un État impartial envers tous les citoyens, reconnus individus de droit. Il faut être très attentif à ce qui se passe de ce point de vue, sur le plan géopolitique, qui interagit avec l'ensemble des musulmans du monde et donc, aussi, en France.

Malek Boutih est plutôt le prototype de ce qui est attendu dans ce domaine. Citoyen ayant acquis, à travers une éducation républicaine, les attributs d'une personnalité émancipée de ses racines sans pour autant les dénier, qui n'en fait pas un préalable. Il a une expérience politique accomplie qui lui laisse les coudées franches, tout en même temps que des valeurs républicaines bien accrochées, celles qui lui ont permis de devenir aussi ce qu'il est : une voix qui compte, et pas seulement pour nos concitoyens d'origine d'Afrique du Nord, mais pour toute la société. Il bénéficie de la crédibilité par son parcours, de bien connaître les questionnements de l'intégration. Il parle d'un endroit qui est essentiel de ce point de vue, pour pouvoir être entendu. Dans l'affaire Benzema, où ce dernier, pour ne pas avoir été sélectionné en équipe de France pour l'Euro en raison de ses démêlés judiciaires, a mis en avant le racisme, relayé par Cantona et Jamel Debbouze, Malek Boutih a été limpide dans l'interview qu'il a donnée au journal Le Parisien. Il y dénonce "un poison" qui nourrit "une paranoïa, des théories du complot", que cela ajoute des "tensions", "ruine le travail des éducateurs", de tous ceux qui cherchent à préserver la cohésion nationale. Cette réponse de sa part était capitale dans le climat actuel.

Il est important que des figures représentatives, qu'elles soient politiques, intellectuelles, culturelles ou artistiques, sportives, issues de cette histoire de l'intégration, se positionnent en défendant les valeurs collectives portées par notre société, qui relèvent de belles conquêtes, comme la démocratie, l'État de droit, une certaine liberté. Des personnalités positives auxquelles il soit possible de s'identifier. Il faut aussi dépasser cette tendance qui veut que, dès que l'on a réussi en sortant des quartiers, on se doive d'épouser un discours du type prêt à porter d'une victimisation à outrance, pour se poser en héros négatif, largement encouragé par la bonne conscience collective.

Pourquoi n'entend-on pas de "Not in my name" en France mais toujours des discours mettant en cause la "laïcité française" comme dans le discours de l'imam de Nice après l'attentat du 14 juillet ? La position qui consiste à dire que les musulmans sont les premières victimes du terrorisme n'est-elle pas contre-productive ?

Ghaleb Bencheikh : Ne dire que cela, dans des logorrhées dégénérées qui consistent à dire que les musulmans sont victimes partout dans le monde, même si c'est vrai, est inutile et contre-productif, je suis d'accord avec vous. Je fais partie de ceux qui disent que cela n'a rien à voir avec l'islam, qui est bonté et miséricorde, et qu'il suffit de voir l'arc de cercle qui va du Niger jusqu'à la Corne Africaine et l'Irak que l'islam est gangrené par cette violence et qu'il connaît une guerre mondiale qui le fragmente.

Il ne faut pas se draper derrière cela. Il y a un problème de violence qui s'abat sur l'islam : il faut le régler. Et les musulmans, plus que tous autres, sont tenus, et surtout leurs philosophes, intellectuels, penseurs et dignitaires, de régler ce problème. On voit que l'Arabie Saoudite commence à bouger avec les attentats, mais j'ai bien peur que le sentier soit titanesque, parce que l'on a semé trop de chaos jusque-là et qu'on récolte donc tout cela.

Malik Bezouh : Après l'effroyable attentat perpétré par le terroriste d'extrême-droite Anders Breivik, le 22 juillet 2011, causant la mort de 77 personnes, dont de nombreux adolescents, il n'est venu à l'esprit de personne de demander aux militants de droite de clamer leur réprobation contre cette idéologie mortifère au possible. Beaucoup de Français de culture ou de confession musulmane ne comprennent pas pourquoi, les concernant, ce doute d'une adhésion éventuelle à l'ignoble pensée théo-terroriste de Daech existe. Ils en conçoivent du ressentiment. La question qu'il conviendrait de se poser, selon moi, est plutôt celle-ci : pourquoi avons-nous besoin d'entendre les Français musulmans crier leur rejet du daechisme ? N'est-ce pas, en principe, quelque chose qui coule de source ? Comment peut-on imaginer que des individus, en nombre, puissent épouser les vues macabres des tenants d'un islam takfiriste se

repaissant de sang et de carnage ? N'est-ce pas là, au fond, un aveu de suspicion portée par la société sur les citoyens de culture ou de confession musulmane ?

Après ce préambule, j'en viens plus précisément à la question. Je crois qu'il est un peu excessif de penser que l'incrimination de la laïcité est un argument brandi sans relâche par une fraction de la communauté musulmane de France. Par ailleurs, l'imam de Nice a, je le crois, manqué une occasion de se taire. Son propos, du reste, révèle sa méconnaissance des processus socio-historiques à l'œuvre dans l'avènement de la laïcité française. Pour ma part, je ne peux que désapprouver un tel argumentaire tant il est infondé, pour le moins.

S'il est vrai qu'à l'échelle mondiale, les victimes du jihadisme – que je préfère nommer takfirisme – sont musulmanes à près de 85%, je trouve maladroit de dégainer cet argument qui tend à faire oublier les victimes françaises du théo-terrorisme takfiriste, lorsqu'on le ressasse à tout bout de champ.

Guylain Chevrier : Le mouvement "Not in my name" est intéressant, mais il est surtout le fait de sociétés où le multiculturalisme domine et où les limites aux manifestations religieuses sont peu encadrées par loi, cristallisant moins les enjeux autour d'elles, ce qui facilite peut-être cette expression de certains musulmans via les réseaux sociaux. Mais ce mouvement sympathique est un peu court, car à travers ce "pas en mon nom", on s'arrête à un refus d'être identifié à l'islamisme, au terrorisme, à vouloir faire entendre que l'islam n'est pas concerné, ce qui est faux. On s'économise ainsi de l'interroger alors que l'élément religieux, la place qu'on y accorde au regard de la société, est en train de devenir ici un enjeu capital vis-à-vis de la radicalisation. S'il peut être important ponctuellement, ce mouvement est donc loin de tout régler.

En France, c'est autour de la laïcité que se cristallise les enjeux, parce qu'elle a été le plus loin dans la séparation de l'Etat des religions, au regard d'une histoire qui l'a justifié. Le juriste Ali Mezghani, explique comment, dans son ouvrage intitulé "l'Etat inachevé - La question du droit dans les pays arabes" (Gallimard, 2011), il n'y a d'Etat de droit achevé que dégagé de la tutelle religieuse. C'est bien autour de cet enjeu que la laïcité française est mise en cause par certains, comme l'obstacle à une pratique religieuse sans contrainte, dans l'esprit que la foi est supérieure au droit.

C'est la laïcité qui met en relief le mieux les dangers de cette forme de pensée religieuse, qui finalement considère l'Etat comme devant se confondre avec la religion. L'imam de Nice, s'il met la laïcité en procès en condamnant la Constitution et les lois françaises, explique très bien pourquoi en annonçant la couleur, dans l'interview qu'il a accordée à Luca Steinmann, (Il Giornale.it) : "La charia est la loi d'Allah, non la loi de l'Etat. Je m'identifie à la nation française et je souhaite qu'elle promulgue des lois qui permettent aux fidèles de vivre en public, comme en privé, la loi divine, la loi d'Allah". On a là un double langage habituel de ce type de fervent, qui dit respecter l'Etat, mais si seulement en fait, il adopte les lois d'Allah. Son programme, c'est bien l'installation du religieux dans le politique, ce qui nourrit la doctrine de l'islamisme. C'est cela qui est en train de monter chez les musulmans qui se rendent visibles dans l'espace public de plus en plus, c'est cela que porte dans les grandes tendances le port du voile et que l'on ne veut pas voir, qui est le terreau de cette radicalisation qui galope. Cet islam identitaire dont les manifestations débordent et qui est dans une revendication constante vis-à-vis de la République, est dans cet état d'esprit de plus en plus, parce qu'on a laissé s'installer cette logique communautaire tendant au communautariste, lorsqu'on ne l'a pas encouragée. On le doit à une influence montante des Frères musulmans et des salafistes dans les quartiers.

Brice Teinturier, directeur général de l'institut Ipsos dans le journal Le Parisien, au lendemain de l'attentat de Nice explique : "Soyons clair : dans nos études, nous constatons un niveau élevé, voire très élevé, de personnes qui nous disent que la religion musulmane telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui dans notre pays, n'est pas compatible avec les valeurs de la société française. Qu'elle cherche à imposer son mode de fonctionnement. Le rejet est particulièrement marqué." Malek Chebel quant à lui, confie : "Les gens ont tout à fait le droit de pratiquer leur religion chez eux mais, pour faciliter le vivre-ensemble, ils devraient se comporter d'abord comme des Français, avant de se considérer comme des musulmans."

Ce n'est pas la laïcité qui pose problème, qui protège la liberté de l'ensemble de nos concitoyens, c'est-à-dire avant tout l'intérêt général au dessus des Eglises, le droit de croire ou de ne pas croire, mais aussi d'exercer son culte. C'est une conception de la religion qui entend imposer ses vues à tous, son fonctionnement à notre société, et qui entre en conflit avec elle, croisant les velléités d'un Etat islamique qui ainsi, sur ce conflit, peut endoctriner à tour de bras.

Les musulmans ne sont pas plus les premières victimes que les autres, mais aujourd'hui, la question de la responsabilité d'un certain islam à tendance communautariste dans ce phénomène de radicalisation que connaît notre pays est à interroger sérieusement. De graves périls nous guettent si nous ne savons pas le faire.

La société française laïque n'est-elle pas desservie aussi un peu par elle-même, en ce que le "bon musulman" selon ses critères réserve sa pratique religieuse à la sphère privée ?

Ghaleb Bencheikh : Il y a un paradoxe : quand les musulmans se définissent comme musulmans en France, on les somme de respecter la laïcité. On s'insurge contre cette singularité, ce communautarisme, etc., et on leur demande de mettre en avant leur citoyenneté. Et quand ils agissent comme citoyens, on leur demande de se déterminer comme musulman. C'est ce paradoxe qui est problématique.

A titre personnel, sous ma casquette de citoyen, je m'étais réjoui tout en m'attristant que des manifestations comme celles de Mantes-la-Jolie aient lieu. Il y avait environ 5000 personnes quasi exclusivement musulmanes pour protester contre l'assassinat horrible des deux policiers. Il y aurait dû y avoir à mon avis des manifestations de cet ordre partout dans le monde, disant "Pas en mon nom", c'est vrai. J'espère que ce genre de mouvement sera une lame de fond pour qu'il y en ait bientôt des centaines de milliers de part le monde.

Le problème de ces manifestations, c'est que si cette manifestation a été couverte, la plupart des autres citoyens ne les connaissent pas. Je comprends qu'il soit plus facile de parler de ces attentats abjects que d'évoquer la mobilisation des musulmans de Mantes-la-Jolie.

Ce qu'a pu dire l'imam de Nice sur la laïcité est curieux : oui, il y a des travers dans le laïcisme anticlérical avec cet "isme" qui étouffe la racine, mais il devrait savoir que la laïcité est un bien incomparable. Si en Arabie Saoudite on avait la laïcité, on n'aurait pas eu

l'intolérance religieuse, et en Iran on pourrait ne pas avoir de persécutions contre les bahaïtes.

Guylain Chevrier : Je comprends ce que vous voulez dire, le fait de considérer la religion comme une affaire strictement privée nuirait à faire sortir les musulmans modernistes, respectueux des lois de la République, du silence de ce principe. Je ne crois pas que ce soit cela qui joue dans le sens de ce silence. Il y a bien sûr la pression communautaire des autres musulmans qui pèse sur la société française en général, mais donc aussi sur eux. Défendre la laïcité, c'est protéger leur possibilité de vivre leur religion avec discrétion, ou de ne pas la pratiquer, d'être libres de leurs choix comme tous les citoyens de ce pays, ce qu'il ne faut pas lâcher à leur égard. Pour autant, cette pression communautaire est le reflet d'un autre problème.

Avec la création du Conseil français du culte musulmans (CFCM), on a identifié nos compatriotes d'origine d'Afrique du Nord avant tout à des musulmans, à une communauté parlant d'une seule voix, et en prenant en compte l'influence qu'entendent exercer sur eux leurs pays d'origine. Une institution à travers laquelle on a cru pouvoir tout maîtriser. C'était pratique, mais le contenu a échappé, et ce sont des forces opportunistes et/ou traditionalistes qui y ont pris le pouvoir, sous une pression d'associations comme l'Union des Organisations Islamiques de France (UOIF), orientant les choses vers un islam littéral, intégral, en reflet de l'influence des Frères musulmans sur cette organisation. On est tombé dans ce domaine dans une véritable surenchère, avec un Dalil Boubakeur longtemps président de cette institution, censé représenter un islam modéré, lors des dernières rencontres du Bourget organisées par l'UOIF aller à la tribune, pour réclamer à l'Etat français le doublement des mosquées. Le CFCM de ce point de vue est un échec. C'est une sorte d'échec de la politique du Parti unique, et la démocratie aurait dû être imposée en quelque sorte d'emblée aussi là. On a fait voter pour les représentants de ce Conseil dans les mosquées. Ne serait-ce qu'à travers cela, on voit la faute qui a été commise, car les symboles ont leur valeur. La religion a pris le pas sur tout dans cette démarche, ce qui a empêché l'émergence par exemple d'un mouvement associatif musulman laïque. Si on voulait vraiment une institution permettant aux musulmans d'avoir des interlocuteurs à leur religion, sachant qu'il n'existe pas d'institution ecclésiastiques à proprement parlé dans l'islam, et que parmi les musulmans émergent des laïques, il fallait s'y prendre tout autrement.

De même, en quoi est-il également important pour la société française dans son ensemble de voir ces figures de proue modérées émerger ?

Malik Bezouh : Cette interrogation pose, outre la question de la représentativité de l'islam de France, celle de son enracinement dans la culture française. Plus des Français de culture ou de confession musulmane se manifesteront en portant à bout de bras un islam enraciné dans la culture française, plus les préjugés, alimentant toutes les craintes, se dissiperont. C'est un long processus. Mais il faut s'y atteler dès à présent. On peut très bien imaginer, à côté d'un islam plus classique, plus conservateur, l'émergence d'un islam libéral qui, quoiqu'en disent les sceptiques, est déjà en train de creuser son sillon. Pour être crédible et pérenne, il faut éviter toute approche néo-coloniale consistant à imposer "par le haut" un imam artificiel. De ce point de vue-là, l'exemple de l'imam Chalghoumi, massivement rejeté par les Français de culture ou de confession musulmane, tombe à point nommé pour illustrer ce propos. Bref, libéraux, réformistes (dont je fais partie) et conservateurs, tous issus des deuxièmes, troisièmes et quatrièmes générations, doivent travailler de concert et proposer des idées innovantes afin de jeter les bases d'un islam national. Engagé dans ce processus, je propose la création d'un Institut Universitaire de Formation des Imams de France (l'IUFIF) ; le seul moyen d'en finir avec la présence d'imams étrangers sans liens avec la culture et l'histoire de France.

Quel genre de profil devrait-on trouver pour assumer ce rôle de relais et représentation viable et positive ?

Guylain Chevrier : Ghaleb Bencheikh, islamologue et Président de la conférence mondiale des religions pour la paix, et Abdennour Bidar, philosophe, qui a mis en œuvre la charte de la laïcité à l'école, se sont fait remarquer par des prises de positions où ils invitent les musulmans à s'accorder avec la modernité, insistant sur l'autonomie de l'individu et les libertés et droits individuels. Mais ces intellectuels sont bien seuls et leur voix sporadiquement relayée.

Il y a une autre difficulté à la représentation des musulmans laïques, c'est que ce qu'on leur demande. De faire de la politique avec leur religion. Il n'y a pas plus de place pour un parti politique religieux défendant un islam d'Etat, que pour un parti politique laïque ne réunissant que des musulmans, c'est-à-dire des partis qui se forment sur une référence religieuse. Nous ne sommes pas dans un pays comme la Tunisie ou l'Algérie, le Maroc, l'Egypte, où la religion est dans l'Etat et où, peu ou prou, tout se fait à partir de cette référence. C'est bien la contradiction qui s'est exprimée au cœur du Printemps arabe, sans que les choses soient résolues d'ailleurs, en raison de cette emprise du religieux sur les institutions. Quant à nous, nous avons séparé la religion de l'Etat. L'ordre divin a été renversé, pour instaurer un pouvoir politique gouvernant au nom de la raison. Il n'est pas athée, mais il agit au nom du principe de rationalité, libre à chacun de croire en ce qu'il veut ou pas, lorsqu'il s'agit de son rapport à l'aspect spirituel. Il n'y a pas de retour en arrière possible, c'est une question de civilisation installée dans les mentalités et les mœurs. Comme l'exprime le philosophe Kant : "Si Dieu est indémontrable, on ne peut gouverner en son nom", qui était un fervent religieux. C'est cela qui frotte avec l'islam, qui n'a pas fait chez de nombreux musulmans ce chemin. Un contexte qui nuit à l'éclosion de ces personnalités espérées.

On voit que la question de la représentation est difficile, qu'elle n'est peut-être finalement pas la question, mais de savoir ce que la République veut vraiment et qu'elle l'affirme, au lieu de tanguer en permanence entre défense de la laïcité et reconnaissance des affirmations identitaires. On se rappelle tout de même qu'au lendemain des attentats de Charlie Hebdo et de l'hypercacher, on déclarait du côté de l'Etat la volonté de mettre la laïcité partout. Mais la ministre de l'Education nationale a mis comme mesure phare à cette démarche le renforcement de l'enseignement dit "laïque" du fait religieux. Il n'y a pas si longtemps la ministre a réédité en soutenant de nouveaux programmes où l'enseignement de l'islam était obligatoire et la philosophie des Lumières optionnelle, sur quoi elle a du reculer. La campagne actuelle d'enseignement de la laïcité est minée par ces contradictions, plus grave encore, la formation à la radicalisation elle-même. Lorsque l'on sait que c'est [Monsieur Farhad Khosrokhavar](#) qui est au cœur du kit de formation proposé par le ministère de l'intérieur, qui rend la France responsable de la radicalisation en raison de sa laïcité, [qu'il propose de remplacer par le multiculturalisme](#), on a de quoi s'inquiéter.

Rien n'interdit cependant, que certaines personnes avec volontarisme, se réunissent sur le fondement de leur influence, de leur qualité et de leur origine ou/et religion, pour fonder une association susceptible de rassembler autour d'un projet laïque. Ce pourrait même être un vivier d'acteurs sociaux, pouvant jouer à un moment donné un rôle important dans des formations politiques et influencer sur leurs projets.

Ghaleb Bencheikh : Il y a une aporie, une contradiction philosophique, dans la façon de se déterminer des musulmans en France : oui, il y a un problème. Les fameux 4 millions de l'après-Charlie étaient aussi composés de musulmans, mais qu'on ne voyait pas. On leur demandait de se manifester, j'ai entendu des gens demander où sont les musulmans, mais ils ne se manifestaient pas en tant que musulmans mais en tant que citoyens.

Que faire ? Le mot représenté est problématique : si on veut que les musulmans de France soient représentés, il ne peuvent l'être que par leurs élus. S'ils devaient avoir une quelconque représentation, elle serait politique, comme dans toute démocratie. Car demander un Consistoire ou un Crif musulman, c'est quelque part corroborer une idée de communauté. Je ne reconnais qu'une communauté nationale et c'est la France.

Alors maintenant, en venant jouer un peu sur les mots, il ne faut pas un représentant des musulmans, cela n'a pas de sens, ils peuvent être représentés et même représenter les Français en étant élus.

Il doit y avoir l'équivalent du Consistoire. On aura alors un organisme qui veille et gère les questions culturelles. C'est-à-dire construction de mosquée, de la vie confessionnelle, organisation des pèlerinages, les toilettes, l'abattage rituel éventuellement, etc. Créer quelque chose de central sans en faire ce qu'a essayé de faire Nicolas Sarkozy avec le CFCM, je pense que c'est nécessaire. Il faut que cela s'organise bien, entre précipitation et patience, mais il faut le faire.

Faut-il, si nous devons nous inspirer de nos compatriotes juifs, quelque chose comme un Crif musulman ? Je ne suis pas pour. Et ce même si certains pensent qu'ainsi on serait clairement représentés. Pourquoi ne suis-je pas pour ? Parce qu'il est compliqué de s'étonner du lobbying que parfois exercent nos amis du Crif et essayer de les copier. Je préfère une organisation de type consistoriale, peut-être même avec comme centre la Mosquée de Paris. Un recteur pourrait avoir un ascendant sur l'ensemble des musulmans et faire taire certains. Dans ce cas, les imams auto-proclamés, ignares, qui disent n'importe quoi sur la laïcité ou que la musique est interdite. On aurait alors un homme capable de condamner le condamnable, réprover le répréhensible et promouvoir les valeurs d'amour, de miséricorde et de fraternité.

Malik Bezouh : Tous les Français de culture ou de confession musulmane, indépendamment de leur couleur politique, peuvent apporter leur écot à l'émergence d'une parole musulmane moderne qui fait corps avec la réalité de notre pays. Tous les Français de culture ou de confession musulmane ayant à cœur l'intérêt national doivent se manifester. Il faut travailler à dissiper les peurs qui œuvrent en silence à fracturer la nation en élevant des murs. Ces Français musulmans, par leur prise de parole, tendront à dépassionner le débat en évitant aussi bien le "politiquement correct de gauche" que le "prêt-à-penser de droite". L'objectif, au fond, c'est de transformer l'islam de France, au cœur de toutes les polémiques, en un culte banal, ordinaire. C'est par cette approche intelligente, pédagogique, mais aussi patriotique, que l'on fera pièce à tous ces démagogues identitaristes et communautaristes qui alimentent ce que j'appelle "la Grande Névrose nationale" autour de cet islam et des sujets qui lui sont périphériques.